



## *Les recensions de l'Académie de juin 2026<sup>1</sup>*

*Après l'Occident ? / Maurice Godelier et Hubert Védrine*

**Éd. Perrin, 2026**

**Cote : 70.301**

Comme le rappelait le Professeur Charles Zorgbibe dans un de ses articles récents, le diplomate singapourien Kishore Mahbubani avait lancé l'expression « L'Occident et le reste », qui se voulait une boutade. Or, « elle correspond bien à la réalité d'un système international euro-péo-centré, puis occidental-centré ».

C'est autour de cette notion d'Occident, par opposition au reste du monde, qu'un praticien des relations internationales : Hubert Védrine et un anthropologue ferru de géopolitique, Maurice Godelier se sont retrouvés dans un livre entretien à la fois inattendu et passionnant.

Sous l'apparence d'une conversation à bâtons rompus, sur l'avenir de l'Occident, l'ouvrage est articulé autour de thèmes où s'interpénètrent : l'histoire, la philosophie, la psychologie, les relations internationales et les rapports de force exacerbés, sources potentielles de conflits majeurs.

Même si les deux intellectuels ne divergent pas fondamentalement, ils manifestent parfois à la marge des points de désaccords, qui tiennent en grande partie à leur formation respective et à leurs propres expériences, l'un « aux affaires », l'autre comme chercheur de terrain.

Dans le chapitre consacré à la définition de l'Occident, le Ministre fait de la chrétienté la matrice de notre civilisation et considère même que « Notre prosélytisme se veut universel ». Pour sa part, l'anthropologue est plus nuancé, rappelant qu'il y a trois et non une religion prosélyte : le christianisme, l'islam et le bouddhisme. Cependant, les deux discutants sont d'accord sur l'essentiel : l'opposition originelle entre chrétienté et islam. Puis Maurice Godelier fait référence aux Britanniques qui « ...conçoivent des droits pour eux sans aucune intention d'exportation ou d'universalisation » ; de plus, ils n'ont jamais voulu dissocier le politique du religieux. Tous deux estiment que dans le coran, « on ne trouve pas la notion de 'République' » et que ce terme est galvaudé au point de se confondre avec une façade de droits.

Dans « L'Occident et les autres », des divergences de points de vue se font sentir. Hubert Védrine estime « que le rapport de l'Occident aux autres est une relation « prosélyte » par « universalisme » ; Maurice Godelier considère que c'est plutôt « la conquête du monde par l'Occident qui a créé l'histoire universelle, forcée et dominée par nous ». La question de la légitimité de l'imposition de l'occidentalisation au reste du monde se pose, ainsi que de la



Les recensions de l' [Académie des sciences d'outre-mer](#) sont mises à disposition selon les termes de la licence [Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposée](#).

Cette recension est basée sur un ouvrage disponible à la [bibliothèque de l'académie des science d'outre-mer](#)



prise de la « greffe » dans des pays de cultures différentes. L'anthropologue rappelle qu'il ne faut pas confondre emprunt de modèles européens comme la Constitution, les lois et les systèmes de gouvernements, avec l'émergence de copies conformes du modèle dominant. Les exemples en la matière sont légion : le Japon à l'ère Meiji, la Turquie d'Attatürk, ou l'Iran du Shah. Une divergence d'appréciation apparaît également sur le lien entre universalisme des droits de l'homme et exportation de la démocratie, qui pour Hubert Védrine sont associés. Maurice Godelier réfute cette assertion, notant au passage que pendant plusieurs siècles de colonisation, la démocratie n'existait pas encore. Et de rajouter qu'à ses débuts, la « noble et belle raison » justifiant ces conquêtes était d'apporter aux autres peuples la « vraie » religion. Or au XIXe siècle, la nouvelle raison évoquée par Jules Ferry était, selon sa formule célèbre : Coloniser, c'est « civiliser » les autres peuples, même si c'était avec le concours des missionnaires catholiques.

Puis, les deux discutants se font plus spécifiques en abordant l'expansion du capitalisme devenu la norme, entraînant le phénomène de la mondialisation pour MG et d'*américano-globalisation* pour HV, qui développe longuement son propos : selon lui, le dollar restera longtemps dominant, la Russie sera reléguée, la Chine montera en puissance et de nombreux pays joueront du « multi-alignement », ce qui n'a d'ailleurs rien d'innovant comme analyse, mais est un simple constat. Et de poursuivre : « Ce qui existe est un désordre évolutif. Encore moins une 'communauté internationale' », qui laisse présager un système semi-chaotique. Tous deux s'entendent sur la fin du monopole occidental, la négation d'un Sud 'global' que l'on pourrait plutôt qualifier de « post-occidental » et estiment que « nous sommes souvent pour eux un modèle à imiter et *en même temps* rejeter ». En revanche, ils diffèrent sur la pertinence des analyses de Huntington que MG trouve « très bon » et qu'au contraire HV considère comme non valide.

Dans les développements suivants, que l'on pourrait considérer comme une seconde partie, sont évoquées classiquement les menaces, tant externes qu'internes.

Pour Hubert Védrine, la principale d'ordre externe est... le péril écologique, alors que Maurice Godelier établit plus sérieusement une typologie des ensembles radicalement hostiles à l'Occident : l'ex bloc communiste, qui s'est d'ailleurs converti à l'économie de marché, les anciennes colonies, surtout en Afrique subsaharienne, et le monde islamique qui s'oppose frontalement à l'Occident.

Pour ce qui est des défis internes, il y a globalement un consensus entre Hubert Védrine et Maurice Godelier. Le premier constate « ...l'extension apparemment illimitée du domaine des droits et... d'une catégorie que l'on pourrait appeler « droits sociétaux » ; sans compter l'individualisme hégémonique et la cancel culture. Sur ces sujets, le second est beaucoup plus disert, multipliant les références historiques pour étayer ses développements sur les droits et devoirs des citoyens. Finalement les deux interlocuteurs se rejoignent sur « ...la nécessité de



redéfinir et réaffirmer les droits fondamentaux, par rapport à l'extension illimitée des droits sociaux et sociétaux » (HV). Ce dernier va même jusqu'à poser la question : « est-ce que la démocratie ne crée pas, par nature, des demandes insatiables ? »

Toutefois, il y a un accord sur le choix de la démocratie qui est « le pire des systèmes de gouvernement à l'exclusion de tous les autres » selon Winston Churchill. La question se pose alors de savoir si elle doit évoluer vers une « démocratie participative qui se substituerait à une démocratie représentative à bout de souffle, et « plus destructrice encore, il y a la démocratie directe » (HV). Ce à quoi MD répond en envisageant « plus de démocratie participative, très encadrée, qui viendrait relégitimer régulièrement la démocratie représentative... et un recours plus fréquent au referendum ».

Aussi bien Hubert Védrine que Maurice Godelier semblent tétanisés par la situation créée par Donald Trump concernant le lien transatlantique, allant même jusqu'à parler de « Grand Schisme ». Peut-on encore « utiliser le terme d'Occident pour englober les Etats-Unis et l'Europe, comme si de rien n'était. Je ne le crois pas » déclare doctement Hubert Védrine ; mais il concède quand même que : « ...tout cela n'empêchera pas la persistance de l'Occident comme *état d'esprit* ». A moins qu'une autre hypothèse se fasse jour : celle d'un Occident « trumpisé », ce qui lui déplairait souverainement.

Il est tout de même hasardeux de tirer des conclusions hâtives pour conclure par : « Après l'Occident, l'Europe ? », même avec un point d'interrogation. Certes la priorité accordée à l'indo-pacifique par l'Amérique est plus que jamais à l'ordre du jour avec l'administration Trump. Elle n'est d'ailleurs pas si différente de celle des démocrates, mais exprimée de façon moins diplomatique. Quant à la nécessité pour l'Europe de ne plus être dépendante des USA, elle n'est pas nouvelle non plus, puisque le projet de la Communauté européenne de défense (CED) a avorté à cause de sa non ratification par la France en 1952. Faut-il donc que l'Europe, qui a délégué sa protection aux Américains, à l'exception de la France, prenne conscience de sa fragilité 74 ans plus tard ?

Quant à « la nécessité... de préserver l'Europe et plus largement la civilisation européenne », de laquelle s'agit-il ? Celle qui a conduit les Européens au déclin, minée par les maux dont souffrent nos sociétés et qui ont été explicités par Hubert Védrine et Maurice Godelier ? Les Européens eux-mêmes sont-ils prêts à faire les sacrifices nécessaires pour préserver leur « civilisation européenne », telle est la question.

**Marc Aicardi de Saint-Paul**